



Alors que s'ouvre ce mardi 5 juillet 2011 à Abidjan, un séminaire gouvernemental pour faire redémarrer l'économie du pays, Charles Blé Goudé, qu'on avait dit mort, a répondu ce 5 juillet 2011 aux questions de RFI.

Ce proche de l'ancien président Laurent Gbagbo s'est dit prêt à comparaître, sous certaines conditions, devant la justice ivoirienne alors qu'un mandat d'arrêt international a été lancé il y a quelques jours contre lui.

RFI: Charles Blé Goudé, bonjour. Que devenez-vous?

Charles Blé Goudé: Je suis Charles Blé Goudé. Je suis là.

RFI : Quand vous dites, «je suis là», cela veut dire où?

C.B.G. : Je suis là où je dois être. Je suis à l'abri. Je suis là et je regarde les choses.

RFI: On dit que vous circulez beaucoup en Afrique de l'Ouest.

C.B.G. : Oui. On dit aussi que je suis décédé ! Donc je laisse les gens déblatérer sur mon sort et souvent, je ris.

RFI : Donc, vous êtes quelque part en exil?

C.B.G. : Non. Je dis aux uns et aux autres qu'on est ensemble, là où on doit être. Certainement que je suis à Abidjan ou je suis quelque part, mais je suis dans une clandestinité que j'assume totalement. On m'annonce souvent mort, on m'annonce au Zimbabwe, au Bénin, au Ghana... Tout cela m'amuse et je regarde.

RFI : Alors vendredi dernier, le 1er juillet 2011, la justice ivoirienne a lancé contre vous un mandat d'arrêt international. Comment réagissez-vous?

C.B.G. : Oh, écoutez ! Rien ne me surprend. Parce que voyez-vous, depuis que monsieur Ouattara est au pouvoir, il y a une justice à double vitesse. Il a peur. Il a peur d'une opposition significative. Il a décidé d'installer son pouvoir dans la terreur. Et tous les signes apparents d'un pouvoir dictatorial, d'un pouvoir tribaliste, sont là, et visibles.

Pour moi, ce pouvoir n'ira pas bien loin, parce que monsieur Ouattara fait comme si son pouvoir avait pour seul objectif de traquer, de tuer, de poursuivre tous ceux qui ont été plus ou moins proches du président Gbagbo. Donc nous osons croire qu'à un moment donné, le président Sarkozy et le président Obama vont l'interpeller pour lui dire qu'il n'est plus le président du RHDP (Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix). Ouattara est le président de la Côte d'Ivoire. Alors il doit garantir la justice à tous les Ivoiriens. Alors, j'attends qu'on me signifie ce mandat d'arrêt et qu'on me dise les raisons pour lesquelles on me poursuit.

RFI : Le ministre ivoirien de la Justice dit: «Blé Goudé pense se cacher, mais on sait où il est. Son extradition se fera».

C.B.G. : Je ne veux pas entrer dans cette comédie. Je veux simplement dire qu'en Côte d'Ivoire il y a une justice à deux vitesses. Regardez-vous ! Un président de la République du nord, un Premier ministre du nord, ministre de l'Intérieur du nord, ministre de l'Agriculture du nord, ministre de l'Industrie du nord... Où allons-nous avec tout cela ? Pourvu que vous ayez battu campagne pour Laurent Gbagbo, alors on bloque votre compte?

RFI : *Ce que vous reproche la justice ivoirienne ce n'est pas seulement d'avoir battu campagne pour Laurent Gbagbo. Est-ce que vous ne regrettez pas vos appels à la mobilisation populaire contre Alassane Ouattara, contre l'Onu, contre la France, entre décembre et avril 2011?*

C.B.G. : Au moment où je vous parle, il y a quelques semaines, les indignés qui sont dans la rue en Espagne, ne se sont pas arrêtés.

RFI : *Mais quand vous avez appelé vos Patriotes à bloquer les véhicules de l'Onuci, en février et mars 2011, était-ce vraiment pacifique?*

C.B.G. : Combien de véhicules de l'Onuci ont été bloqués ? Combien d'agents de l'Onuci ont été blessés ? Que s'est-il réellement passé ? Face aux gens de monsieur Ouattara, qui, depuis 2002, tuent, pillent, tous les Ivoiriens ! Pourquoi ne parle-t-on pas d'eux ?

Et puis on s'acharne sur la personne de Blé Goudé ! Moi, je pense qu'il faut être sérieux et puis mettre tout ça dans la balance. Maintenant, si c'est la justice des vainqueurs sur les vaincus... Mais monsieur Ouattara n'a pas vaincu l'armée de Côte d'Ivoire, je suis désolé ! Il sait très bien que c'est l'armée française qui l'a aidé à être là où il est.

Monsieur, je voudrais vous dire que j'ai la conscience tranquille. Depuis 2002, c'est la mobilisation aux mains nues et je défie quiconque de mobiliser plus que nous. Voilà ce qu'est la démocratie, la loi du nombre!

RFI: Mamadou Coulibaly, président de l'Assemblée, affirme que le 10 mars dernier, quand l'Union africaine a reconnu la victoire d'Alassane Ouattara, il a compris qu'il était fichu. Et vous?

C.B.G. : Je ne veux pas commenter les propos du président Mamadou Coulibaly, pour qui j'ai beaucoup de respect. Et je pense qu'il fallait plutôt faire en sorte qu'on revienne au vrai débat. Qui, de Laurent Gbagbo ou d'Alassane Ouattara a remporté les élections ?

RFI: On a souvent dit que Laurent Gbagbo était le plus malin de tous les hommes politiques ivoiriens. Mais il a quand même perdu. Quelle faute politique a-t-il pu commettre?

C.B.G. : Pourquoi voulez-vous qu'on vienne exposer les fautes de Laurent Gbagbo sur les antennes ? C'est un être humain. Il peut se tromper ! Mais on ne parle pas des fautes de son chef sur des antennes.

RFI : Quand lui avez-vous parlé pour la dernière fois?

C.B.G. : Je suis désolé, ça encore, c'est entre lui et moi.

RFI : Charles Blé Goudé, reconnaissez-vous Alassane Ouattara comme président de la République?

C.B.G. : Mais si c'est moi qui reconnaissait les hommes politiques en tant que président de la République, vous savez très bien que Laurent Gbagbo serait président aujourd'hui ! La volonté de la France a été faite par la force. Et à partir du 11 avril, moi je n'ai pas à savoir qui est président ou qui ne l'est pas.

RFI: Donc pour vous, aucune réconciliation n'est possible?

C.B.G. : Moi je veux qu'il y ait réconciliation ! Mais monsieur Ouattara a pris le pouvoir pour se venger. Et il veut installer son pouvoir dans la terreur ! Aujourd'hui, tous ceux qui semblent avoir même une toute petite odeur de camp proGbagbo, tous ceux-là sont traqués jusque dans leurs derniers retranchements!

RFI : ***Vous dites que tout le monde est traqué, mais il y a tout de même un Front populaire ivoirien (FPI) qui a pu à nouveau se réunir à Abidjan!***

C.B.G. : S'il vous plaît ! Quand le président du Front populaire ivoirien Affi N'Guessan est en prison dans le nord de la Côte d'Ivoire, c'est cela que vous appelez « la liberté » ? Quand on parle de pillages dans la ville d'Abidjan... Vous êtes d'accord avec moi que les FRCI ont pillé ?... Que les chefs de guerre ont pillé ! Mais ils sont en liberté, pendant que d'autres sont traqués !

RFI : ***A quelles conditions cette réconciliation sera-t-elle possible?***

C.B.G. : Quand on veut se réconcilier, on discute avec les opposants. Laurent Gbagbo ne peut pas être en prison à Korhogo, son épouse en prison ! Le président du Front populaire ivoirien et le fils de Laurent Gbagbo en prison, dans le nord. Et puis on nous parle de réconciliation ! Je demande à monsieur Ouattara de prendre de la hauteur. Il faut réunir les Ivoiriens et savoir pardonner.

RFI : ***Vous demandez le pardon, mais est-ce que la justice peut passer l'éponge sur les quelque 3 000 victimes de la crise postélectorale?***

C.B.G. : Mais moi-même, je suis une victime de cette crise postélectorale ! Nous ne demandons pas que la justice ne se fasse pas. Mais de là à aller tuer de gens toutes les nuits, aller les traquer dans leurs villages, ce ne sont pas des signes encourageants!

RFI : ***Vous dites qu'il est normal que justice se fasse. Seriez-vous prêt, le cas échéant, à***

comparaître devant un tribunal ivoirien?

C.B.G. : Cela ne me pose aucun problème ! A condition que monsieur Ouattara soit mon voisin ! Parce que, quand on va comparaître, vous savez très bien qu'il a commis des actes, que des hommes ont commis des actes ignobles, en son nom ! Alors je suis prêt à comparaître. Mon voisin doit être Alassane Ouattara, mon voisin Soro Guillaume et ensemble nous allons comparaître devant la justice!

RFI: Comment reviendrez-vous sur la scène politique si vous êtes un clandestin, si vous êtes en fuite?

C.B.G. : Dites à tous les Ivoiriens qu'un jour, il fera jour. Nous avons perdu une bataille. Nous n'avons pas encore perdu notre combat.

R.F.I. : Vous avez des accents revanchards dans vos réponses. Croyez-vous encore à une solution militaire?

C.B.G. : Non, non, non, non.... Pas du tout ! Je ne suis pas revanchard. J'ai toujours pardonné, comme vous savez. Je veux que les Ivoiriens se parlent à nouveau. Je veux qu'il y ait un débat responsable, critique. Je ne suis pas pour le coup de force. Je pense que les Ivoiriens ont déjà été trop traumatisés et ils attendent mieux des hommes politiques que de nouveaux coups de canons.

RFI : Samedi dernier à Paris encore, 1 300 personnes ont manifesté en faveur de la libération de Laurent Gbagbo. Qu'attendez-vous de la France et des Français ?

C.B.G.: Comme c'est la France qui a permis à monsieur Ouattara d'être au pouvoir, je souhaite que la France pèse encore de tout son poids sur monsieur Ouattara et lui dire que un monsieur Laurent Gbagbo, qui a dirigé la Côte d'Ivoire et qui a obtenu, selon les résultats de la Commission électorale plus de 49% des suffrages, ce monsieur ne peut pas être maintenu au nord (du pays). A ce sujet d'ailleurs, le 16 juillet, le Conseil européen du congrès panafricain de la jeunesse des patriotes se réunit. Je voudrais inviter tous les Africains, qui vivent à Paris, à

participer à cette conférence. Pour la première fois, on verra ce que je suis devenu, et cela à travers une vidéo exclusive que nous allons projeter.

RFI : Charles Blé Goudé, merci.

RFI Par Christophe Boisbouvier

{jcomments on}